

RENCONTRE DE LA COALITION MONTRÉALAISE POUR LA RÉMUNÉRATION DES STAGES

19 mai 2018 (10h) - Cégep de Saint-Laurent

Notes prises par Kim Gravel, Valérie Simard et Camille Marcoux Berthiaume

Révision par Kim Gravel, Etienne Simard, Camille Marcoux Berthiaume, Valérie Simard

Présences

Groupes avec mandats

Emmanuelle Boisvert	ADEESE-UQAM
David Lacombe	ADEESE-UQAM
Charles-Antoine Goulet	ADEESE-UQAM
Adam Pétrin	AFESH-UQAM
Guillaume!	AFESH-UQAM
Charles Carrier-Plante	AVEQ
Marianne Gagnon	CUTE CVM
Camille Marcoux Berthiaume	CUTE UQAM
Valérie Simard	CUTE UQAM
Philippe Mathieu	CUTE UQAM
Etienne Simard	CUTE UQAM
Kim Gravel	CUTE St-Lô
Bruno Le Héritte	CUTE St-Lô
Benoît Dumais	CUTE St-Lô
Kaëlla Stapels	SOGEECOM

Participation individuelle et organisations observatrices

Camille Halley	Étudiante en droit
----------------	--------------------

Animation et secrétariat

Bruno Le Héritte	Animation
------------------	-----------

Kim Gravel	Secrétariat
Valérie Simard	Secrétariat
Camille Marcoux Berthiaume	Secrétariat

0.0 Ouverture

Benoît du CUTE St-Lô propose l'ouverture

Adam de l'AFESH-UQAM appuie

Adoptée à l'unanimité

0.1 Praesidium (Secrétariat et Animation)

Kim Gravel au secrétariat et Bruno Le Héritte à l'animation.

Proposé par Bruno du CUTE St-Lô

Appuyé par Adam de l'AFESH-UQAM

Adopté à l'unanimité

1. Adoption de l'ordre du jour

1.1 Adoption du PV de la dernière rencontre

2. Tour de table

3. Bilans et suivis

3.1. Comité tournée de formation

3.2. Comité 1er mai

3.3 Comité relations externes

3.3. Plan d'action et négociation

3.4. G7

3.6 Réforme de la Loi sur les normes du travail

4. Propositions

5. Prochaine rencontre

Ordre du jour proposé par Benoît du CUTE St-Lô.

Appuyé par Adam de l'AFESH-UQAM

Adopté à l'unanimité.

1.1 Adoption du PV de la dernière rencontre

Benoît du CUTE St-Lô propose l'adoption du procès-verbal.

Adam de l'AFESH-UQAM appuie

Adoptée à l'unanimité.

2. Tour de table

Bruno de l'animation invite chaque personne à se nommer et à indiquer si elle fait partie d'une délégation.

3. Bilans et suivis

3.1. Comité tournée de formation

Les personnes impliquées dans ce comité ne sont pas présentes.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM mentionne qu'il y a eu présentation de la campagne à l'assemblée générale de l'AECS (Cégep de Sherbrooke) organisée pour le 1er mai. Elle explique que les gens étaient vraiment intéressés. Beaucoup d'inquiétudes par rapport à la capacité du communautaire à prendre des stagiaires rémunérés. L'AG n'a pas eu quorum, mais Bruno et Kaëlla ont pu présenter la campagne avant que la constatation du quorum se tienne et que l'assemblée prenne fin.

Bruno du CUTE St-Lô a aussi rencontré l'association étudiante du collège Champlain à Lennoxville. Le président est en soins infirmiers. Il s'agit d'une association avec un conseil d'administration et une table de concertation. Il n'y a pas d'assemblée générale. Bruno va les mettre en contact avec le cégep de Sherbrooke - il n'y a jamais eu de mobilisation politique à cette école.

Camille du CUTE UQAM présente les différents ateliers qui se sont déroulés depuis la dernière rencontre.

- Atelier au Cégep du Vieux-Montréal: S'est fait dans un endroit super passant, la rencontre a pu interpeller plusieurs personnes.
- Il y a eu un micro ouvert à l'UdeM entre autres avec l'association de Soins infirmiers. Ça été une occasion de confronter l'exécutif de la FAECUM.
- La fin de semaine du 26 mai, il y aura un atelier au salon du livre anarchiste de Montréal animé par Sandrine Be., Mathilde et Camille MB afin de réfléchir à la grève des stages.

Charles de l'AVEQ parle aussi de la présentation qui a été donnée par Valérie Simard et Paolo Miriello à un colloque à l'UQAM organisé par l'association des études supérieures en sociologie.

Il est important de réinvestir le comité formation parce qu'il faut organiser les formations dans les campus dès l'automne. Objectif: que tous les cégep et universités reçoivent au moins une formation à l'automne!

Kaëlla, Camille MB, Charles, David et Bruno sont intéressé.es à s'investir dans ce comité.

3.2. Comité 1er mai

Bruno du CUTE St-Lô revient sur ce qui s'est passé à l'AG du Cégep de Saint-Laurent. L'exécutif a refusé d'appeler l'AG. Elle a donc été demandée par pétition et s'est déroulée un vendredi. 210 personnes se sont présentées à l'AG, ce qui est peu pour le cégep St-Laurent. Il n'y a pas eu assez de signataires présent.es pour que l'AG se déroule. Ça a quand même été une occasion de présenter la campagne (présentation de Sandrine Boisjoli et Étienne Simard) et de discuter avec les personnes présentes.

Marianne du CUTE CVM explique la situation au Cégep du Vieux-Montréal. L'exécutif a semé la confusion en disant que l'AG n'aurait pas lieu, qu'on procéderait par référendum, ce qui fait en sorte qu'il n'y a pas eu quorum. Le Parti Communiste Révolutionnaire (PCR) était très présent sur le campus, il a fait un drop de bannière et était mobilisé dès 7h le matin pour inviter à venir à l'AG. L'exécutif aurait reçu des plaintes à cause de la présence du PCR sur le campus. L'exécutif a demandé au PCR de retirer sa bannière. Il y a eu maximum 30 personnes à l'AG.

Valérie du CUTE UQAM s'interroge sur les motivations derrière l'intervention de l'exécutif contre le PCR alors qu'il mobilisait pour l'AG et pour une manif du 1er mai. Ce genre de situation semble se produire dans plusieurs campus et elle y voit un glissement dangereux duquel on pourrait éventuellement faire les frais.

Marianne du CUTE CVM spécifie que c'est surtout à cause du drop de bannière et la manière dont les actions se sont faites, soit sans permission ou accord du comité exécutif.

Camille du CUTE UQAM explique que pour la journée du 1er mai, des militant.es des CUTEs ont été présentes à tous les évènements afin de tracter un texte qui explique la conciliation de la campagne pour la rémunération des stages avec la perspective anticapitaliste.

3.3 Comité relations externes

Kaëlla de la SOGÉÉCOM explique qu'un pamphlet a été produit pour informer les organismes communautaires et les syndicats de la campagne. Un autre pamphlet pour les milieux de stage a été produit et distribué dans la manif syndicale du 1er mai et lors d'une AG de la FNEEQ (Enseignant.es de Montréal, membre de la Fédération autonome de l'enseignement).

Kaëlla et Sandrine Be ont présenté la campagne au comité jeunesse du conseil central métropolitain de la CSN. Il sera possible de présenter la campagne en AG du conseil central métropolitain.

Il y avait beaucoup d'interrogations par rapport à la marchandisation de l'éducation. Kaëlla et Sandrine ne se sentaient pas bien outillées pour répondre à ces interrogations. Des questions ont aussi été posées par rapport au droit de grève.

Bruno mentionne que le droit de grève politique existe déjà peu pour les stagiaires, car ils.elles sont souvent excluents dans les mandats de grèves des associations étudiantes.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM renchérit en ce sens.

Valérie du CUTE UQAM considère que la CSN sème la confusion pour rien puisqu'il existe déjà des personnes qui sont aux études en même temps qu'elles occupent un emploi syndiqué.

Charles de l'AVEQ explique que ça soulève quand même des questions nouvelles, tant à l'école quand les stagiaires font la grève que dans la perspective où des stagiaires seraient rémunéré.es et seraient syndiqué.es tout en étant aux études.

David de l'ADEESE-UQAM souligne que c'est une raison de plus pour les syndicats de soutenir la campagne parce que ça leur donne une nouvelle base.

Adam de l'AFESH-UQAM explique qu'il ne comprend pas en quoi c'est une question d'intérêt puisqu'il y a peu de stagiaires dans chaque milieu...

Camille du CUTE UQAM explique qu'elle n'est pas surprise parce qu'après 2012 beaucoup de personnes proches des syndicats se sont intéressées au droit de grève en le présentant comme un droit politique (dans le milieu étudiant) plutôt qu'à un droit légal, qui est limité par son encadrement juridique. Elle considère toutefois que c'est complètement faux parce qu'on fait face à des injonctions et ce droit de grève est autant limité que dans les milieux de travail. Par rapport à la marchandisation de l'éducation (question soulevée lors de la présentation de la campagne au comité jeunes du conseil central métropolitain de la CSN) elle rappelle que plusieurs textes ont été écrit là-dessus. Elle souligne que l'éducation est déjà marchandisée, notamment à cause de son arrimage avec le marché du travail. Il s'agit donc d'une fausse question, parce que le fait de reconnaître les études comme travail n'accentue pas la marchandisation.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM mentionne que c'est ce qu'elle leur a répondu, mais que la réponse n'était pas satisfaisante aux yeux des personnes présentes qui ont réitéré que c'est une mauvaise stratégie de demander plus de rapports marchandisés à l'école. Leur insatisfaction découlait surtout de leur difficulté à concilier notre position avec leur mandat de lutter contre la marchandisation de l'éducation.

Charles parle de la nécessité de se joindre aux travailleur.ses comme l'ont fait les stagiaires en psychologie avec les psychologues du secteur public. Par rapport à la marchandisation, il explique que le fait de rémunérer les stages pourrait attirer plus de monde vers des disciplines professionnalisantes, un argument qui peut plaire à "la droite". La question de la marchandisation lui semble complexe...

Adam de l'AFESH-UQAM mentionne que c'est paradoxal parce que les profs sont payés donc dans cette perspective l'éducation est déjà marchandisée.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM comprend qu'on utilise les arguments de «la droite», mais elle craint que cela mène à la privatisation des services publics. Elle n'est pas sûre que l'on devrait utiliser ces arguments.

Valérie du CUTE UQAM mentionne qu'un autre tract a été produit et distribués lors de la manif syndicale du 1er Mai et lors de l'assemblée syndicale de la FNEC. Le comité devrait être relancé avant que les syndicats et les milieux communautaires ne tombent en vacances. Elle s'engage à les relancer cette semaine.

Camille explique que le tract distribué dans la manif syndicale (le tract «À nos collègues») a reçu un bon accueil. L'AFPC mène présentement une campagne de syndicalisation des stagiaires rémunéré.es. L'organisation était donc très emballée par la campagne parce que ça ouvre la perspective de nouveaux membres. Elle lance la discussion à propos de ce que veut dire un appui, puisque plusieurs personnes se questionnaient sur quoi demander aux organisations syndicales par exemple. Un appuie, pour elle, signifie que l'organisation appuiera la stratégie de grève publiquement, et qu'elle nous tiendra informée des lieux et moments où nous pourrons présenter la campagne dans leurs instances.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM dit qu'un appuie signifie que les organisations refusent de prendre des stagiaires non-rémunérés.

Adam de l'AFESH-UQAM rappelle l'importance que les organismes refusent de prendre des stagiaires.

Valérie rappelle ce qui est déjà écrit sur le tract à distribuer dans les instances syndicales, c'est-à-dire un exemple de mandat à adopter en assemblée générale : <https://drive.google.com/drive/folders/0B15KNx4kDvBvT0lpZnRJb0stN1E>

3.3. Plan d'action et négociation

Adam de l'AFESH-UQAM dit que l'**AFESH** a adopté la campagne pour l'année prochaine, personne ne s'y est opposée. Il n'y a pas eu quorum à la dernière A.G du **Cégep de Marie-Victorin**.

Benoît du CUTE St-Lô mentionne que pour l'Association étudiante du Cégep de St-Laurent (**AECSL**) n'a pas adopté le plan d'action parce qu'ils.elles étaient 4 personnes présentes à leur dernière rencontre.

Kaëlla explique que le plan d'action développé à la dernière rencontre de la coalition sera présenté à l'AG de l'automne de la **SOGÉÉCOM**. Elle ne sait pas s'il sera possible de tenir plus

d'une journée de grève à l'automne. Elle invite les gens à aider à la mobilisation à Maisonneuve.

ADEESE : La campagne a été adoptée en AG.

Adam de l'AFESH-UQAM pense que l'objectif n'est pas de demander une semaine de grève, mais plutôt une journée.

Kim du CUTE St-Lô trouve important de souligner que la situation du 1er mai n'est pas liée à la campagne mais plutôt parce qu'il y a un difficile arrimage entre la campagne et la perspective anticapitaliste pour plusieurs.

Bruno du CUTE St-Lô mentionne que la mobilisation de manière générale va mal, même pour le G7.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM invite les universités à aider à mobiliser dans les CÉGEPs.

Adam de l'AFESH-UQAM explique que l'AG de grève devrait être début octobre à l'AFESH et servir à faire de la mob ailleurs ensuite. L'idée est la même à l'ADEESE.

Les propositions sont traitées au point Propositions.

3.4. G7

Bruno du CUTE St-Lô mentionne que de la mob va être faite dans les universités. Il rappelle l'importance d'informer les gens qu'il y a des autobus pour se rendre à Québec.

Kim du CUTE St-Lô encourage à s'inscrire pour les autobus.

3.5 Réforme de la Loi sur les normes du travail

Camille du CUTE UQAM informe que lors de la première rencontre de la coalition montréalaise pour la rémunération des stages, une revendication avait été adoptée afin d'abroger certains articles de la Loi sur les normes du travail qui excluent les stagiaires de son application. Les consultations sur les amendements proposés par le gouvernement ont lieu en ce moment avec les organismes qui ont déposé des mémoires. Il reste peu de temps d'ici la fin de la session parlementaire, il est donc possible que la réforme proposée ne soit pas adoptée. Elle rappelle qu'il n'y a aucun amendement proposé pour les articles qui traitent des exceptions des stagiaires.

Bruno du CUTE St-Lô parle d'une nouvelle concernant le retrait des sportif.ve.s universitaires de la LNT, au même titre que les stagiaires.(Voir les publications de la page Facebook, la nouvelle a été partagée)

4.0 Propositions

4.1. Proposition

«Qu'un comité organisationnel pour les cégep soit mis en place afin de planifier et coordonner la mobilisation collégiale.»

Proposée par Marianne du CUTE CVM

Kaëlla de la SOGÉÉCOM appuie

Kaëlla de la SOGÉÉCOM demande combien de cégeps pourraient être contactés?

Marianne du CUTE CVM : Sherbrooke, Champlain, Outaouais, Vieux-Montréal, Marie-Victorin, St-Laurent, Maisonneuve...

Bruno du CUTE St-Lô mentionne que le trésorier de Saint-Laurent a récemment fait une tournée des associations et qu'il a glissé un mot sur la campagne. Les gens semblaient intéressés.

Adam de l'AFESH-UQAM rappelle que ça ne va pas si bien non plus dans les universités et pense que tant qu'à organiser la mobilisation à faire, il faudrait l'organiser pour tous les campus. Il demande quel serait l'objectif précis de cette coordination.

Bruno du CUTE St-Lô mentionne que la situation au cégep est très différente de celle des universités et donc qu'un comité collégial serait pertinent.

Camille du CUTE UQAM pense qu'il faut faire attention à cette impression que la mob est différente entre le cégep et l'université. Elle pense qu'on se fait une fausse idée de la culture militante et politique à l'université et que le défi peut être grand aussi, surtout dans les programmes où on fait la mob en ce moment. Elle pense que ce pourrait être problématique de ne pas se coordonner. Elle mentionne la proposition 4, qui vise le même objectif, soit d'arriver à un calendrier clair pour tous les militant.es, à une coordination commune de mob et qu'il y ait un échange université-cégep. L'AFESH a déjà développé son calendrier de mob pour l'année prochaine et pourrait partager sa planification avec les autres associations.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM est d'accord que ce serait mieux de fusionner les deux propositions parce que c'est vraiment aidant d'avoir accès au calendrier d'autres assos pour savoir comment organiser la mob. C'est aussi bien de savoir quand les universités sont en grève afin d'aller appuyer les autres campus. Elle pense que ce serait une bonne idée de faire un calendrier commun.

Valérie du CUTE UQAM rappelle qu'il y avait déjà eu une tentative de coordination des cégeps qui n'avait pas fonctionné et que répéter les mêmes erreurs ne serait pas idéal.

Bruno du CUTE St-Lô comprend que ce n'est peut-être pas une si bonne idée de faire une nouvelle instance mais il pense quand même que l'intercégep a eu des effets en mobilisant des personnes qui n'étaient pas impliquées avant. Il maintient qu'il y a vraiment une incompréhension de la part des universités de l'organisation dans les cégeps.

Adam de l'AFESH-UQAM mentionne qu'il ne voit pas trop la différence entre les cégeps et les universités. Alors qu'il occupe un emploi au Cégep de Marie-Victorin, il considère qu'il comprend la réalité des cégeps. Il ne voit pas la pertinence de dédoubler les tâches en créant d'autres comités.

Kim du CUTE St-Lô pense que la création de ce comité semble un peu superflue. Elle souligne toutefois une différence importante entre les universités et les cégeps, c'est le nombre de personnes stagiaires. Elle pense qu'il y a beaucoup plus de stagiaires à l'université qu'au cégep. Elle ne pense pas que ça vaut la peine pour autant de répéter les mêmes initiatives déjà essayées.

Étienne du CUTE UQAM appelle à prioriser l'organisation et la mobilisation dans les cégeps. Il est vrai que ça va mieux dans les universités, bien qu'il y a des défis. Il souligne qu'il est important de mettre beaucoup plus d'effort dans les cégeps dans les mois à venir.

*Marianne du CUTE CVM retire la proposition
Kaëlla de la SOGÉÉCOM retire son appuie.*

4.2. Proposition

«Que quelques journées de formations et concertation entre les militant-es des différentes régions soient organisées au courant de l'été 2018 notamment en vue de préparer un calendrier de campagne pour l'année scolaire 2018-2019, en priorisant la rentrée collégiale.»

*Proposée par Camille du CUTE UQAM
Adam de l'AFESH-UQAM appuie*

Camille du CUTE UQAM ne sait pas s'il est vrai qu'il y a une incompréhension de la mobilisation dans les cégeps, mais c'est d'autant plus important de se concerter pour comprendre ces défis et trouver des solutions.

Valérie du CUTE UQAM aimerait que lors des rencontres les cégeps spécifient les problèmes spécifiques aux cégeps pour l'expliquer aux universités.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM aimerait qu'à la suite de ces rencontres, toutes les associations qui pourraient être intéressées incluant celles qui n'ont pas encore appuyé la campagne soient contactées et qu'on leur partage les outils de mobilisation.

Charles-Antoine de l'ADEESE-UQAM se demande comment cela va se coordonner. Il aimerait savoir qui sera chargé d'appeler à cette rencontre.

Bruno, Étienne, Marianne, Kaella, Adam, Guillaume, Charles-Antoine sont intéressé.es par le comité et vont s'occuper de la coordination des rencontres estivales.

Adam de l'AFESH-UQAM va partager leur calendrier pour donner un canevas aux cégeps et aux autres universités.

Valérie du CUTE UQAM mentionne que les gens présents devraient être déjà impliqués dans la campagne.

Guillaume de l'AFESH-UQAM trouve que c'est possible de faire des rencontres larges quitte à diviser la rencontre en deux, première partie pour les personnes mobilisées, et deuxième partie pour les "nouvelles" personnes.

Camille pense que l'idée est plus de diffuser largement les outils de mobilisation développés et non pas nécessairement d'inviter largement à la rencontre de préparation des calendriers de mobilisation.

Kim du CUTE St-Lô se demande comment les dates des journées de formation seront déterminées.

Etienne du CUTE UQAM suggère que les personnes qui se sont précédemment proposées se chargent de la coordination.

Adoptée à l'unanimité.

4.3. Proposition

«Que l'AFESH coordonne la création d'un comité qui travaillera sur un premier journal sous le thème de la rémunération des stages et de la grève générale illimité.»

Proposée par Adam de l'AFESH-UQAM

Kaëlla de la SOGÉÉCOM appuie

Adam de l'AFESH-UQAM explique que le journal a un objectif pratique, comment rendre une grève effective à diffuser largement.

Charles de l'AVEQ demande pourquoi ce serait l'afesh en particulier et en quoi ce document serait différent du CUTE magazine.

Guillaume de l'AFESH-UQAM explique que ce serait un journal à grand tirage et que ce serait un outil qui vise un public plus large, pendant les tournées de classe, par exemple.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM dit qu'elle comprend l'utilité parce que le CUTE magazine parle du travail étudiant en général alors que la campagne parle spécifiquement de la rémunération des stages. Surtout que l'enjeux de la reconnaissance du travail étudiant ne fait pas l'unanimité partout.

Bruno du CUTE St-Lô indique qu'il est possible que l'AFESH fasse un comité ouvert.

Étienne du CUTE UQAM pense que c'est tout à fait dans l'esprit de la coalition que différents groupes prennent différentes initiatives et que c'est tout à fait souhaitable. Il pense que c'est une dynamique à reproduire.

Adam de l'AFESH-UQAM mentionne que l'objectif est de le coordonner, tout le monde pourra y écrire des textes.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM demande quelle est la date butoir.

Guillaume de l'AFESH-UQAM pense qu'il faut que ce soit prêt pour la rentrée des cégeps...

Adoptée à l'unanimité.

4.4. Proposition

«Que l'on ait une structure de coordination provinciale temporaire des associations en grève, qui pourrait prendre en charge la négociation avec le gouvernement si nécessaire.»

*Proposée par Adam de l'AFESH-UQAM
Charles-Antoine de l'ADEESE-UQAM appuie.*

Adam de l'AFESH-UQAM explique que l'AFESH ne s'oppose pas à une coordination régionale, mais pense qu'il est nécessaire de créer un intermédiaire national pour négocier avec le gouvernement.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM questionne la forme que prendra ce comité, la structure?

Guillaume de l'AFESH-UQAM mentionne que c'est pratique pour mobiliser les gens. Il pense qu'il faut donner un rôle aux associations étudiantes qui représentent les membres en grève.

Camille du CUTE UQAM pense que les préoccupations partagées par Guillaume ne sont liées à aucune réalité. Elle explique que la mob tout comme les mandats sont votés dans les instances des associations étudiantes. Sur la question de la représentativité des assos, elle ne comprend pas qu'il est prétendu que les associations sont exclues de la coalition. La proposition encourage une dynamique de représentativité qui donnerait un plus grand poids aux exécutifs par rapport aux personnes qui font le travail de mobilisation et de coordination. Elle trouve que c'est encore un dédoublement de structure. C'est difficile d'investir plusieurs structures.

Adam de l'AFESH-UQAM pense qu'il y a incompréhension. L'idée vient du constat que la négociation se fera avec le gouvernement du Québec et la seule coalition qui est réellement fonctionnelle en ce moment est celle de montréal.

Bruno indique que les personnes légitimes pour représenter les étudiant.es en grève ce sont les membres exécutifs des associations et ce sont ces seul.es qui seraient considéré.es dans le cadre de négociation avec l'état.

Valérie du CUTE UQAM fait un résumé de la discussion. Elle pense que cette nouvelle instance arrive trop tôt et que pour l'instant il s'agit d'une coquille vide. L'on pourra créer un comité de négociation plus tard. Elle rappelle que la coalition est organisée d'une manière alternative aux instances traditionnelle et que ce serait bien qu'il en soit aussi le cas lors des négociations à venir.

Etienne du CUTE UQAM pense aussi qu'on imposera nos mécanisme de négociation et notre légitimité. Même lorsqu'il y a des structures nationales, il faut créer des mécanismes de négociation quand arrive le temps. En effet, la dimension nationale va s'imposer à ce moment là. Il pense qu'il faut que ce soit les coalitions régionales qui déterminent les personnes qui participent à cette instance. Il pourrait par exemple y avoir 2-3 personnes, de différentes tendances, choisies par les coalitions pour former le comité de négociation. Il pense que c'est important que ce soit les coalitions et non directement les associations qui nomment les représentations au comité de négociation.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM pense qu'il est important de réfléchir à la question, mais qu'en ce moment c'est trop tôt. Ce qu'elle entend souvent à l'extérieur des mouvements étudiants est

que les gens veulent se référer à l'ASSÉ, il est donc important de s'imposer de façon à ce que la coalition soit l'intermédiaire et non pas l'ASSÉ.

Adam de l'AFESH-UQAM se demande ce qui adviendra des associations étudiantes qui ne sont pas représenté.es dans les coalitions régionales. Serait-il possible d'ajouter des personnes non représenté.es dans les coalitions? Il faudra réfléchir au-delà de la négociation de la simple coordination entre les régions et il est nécessaire d'y réfléchir maintenant.

Valérie du CUTE UQAM mentionne que ce n'est pas une réponse adéquate de penser que les organisations nationales devront venir se coordonner à Montréal.

Charles de l'AVEQ rappelle qu'il existe des outils technos pour faciliter les échanges. Charles nous rappelle l'existence de l'UEQ et de la FECQ.

Guillaume de l'AFESH-UQAM mentionne qu'on se fera imposer les personnes qui auront à négocier avec le gouvernement d'où l'importance de faire du marketing pour faire connaître la campagne. Il est possible de définir des conditions pour les rencontres afin qu'elles ne se déroulent pas toujours à Montréal. Il faut que les CUTEs soient reconnus comme les personnes légitimes pour les négociations.

Charles-Antoine de l'ADEESE-UQAM se demande comment gérer les prises de décisions si chaque coalition négocie avec l'État. Il pense donc que ce serait mieux que ce soit les exécutifs des associations qui négocient.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM se demande si l'UEQ et la FECQ sont si présentes sur les campus.

Etienne du CUTE UQAM considère qu'en l'absence d'un comité ou d'une structure de négociation, le gouvernement va désigner et imposer les interlocuteurs légitimes peu importe que ce soit lié à la réalité du mouvement. Il rappelle que c'est ce qui est arrivé par le passé. Il faut donc remplir cet espace et s'imposer, on ne pourra éviter de se faire imposer les autres organisations (ASSÉ, UEQ, FECQ, AVEQ) d'où l'intérêt de maintenir les liens avec l'AVEQ. Si les instances nationales sont si importantes, il suggère à l'AFESH qui est toujours membre de l'ASSÉ de la réinvestir et d'utiliser cette structure plutôt que de recréer encore et toujours la même chose. Pour lui, il n'y a aucun problème à donner une place à une association qui serait toute seule dans sa région.

David de l'ADEESE-UQAM rappelle qu'il sera nécessaire de passer par les assemblées pour entériner les résultats des négociations.

Bruno du CUTE St-Lô trouve qu'une fédération des coalitions régionales est une bonne idée.

Guillaume de l'AFESH-UQAM pense que ce n'est pas une bonne idée de faire une fédération. Il se demande comment on va organiser le poid des représentations pour que ce soit équitable. Il préfère l'idée de la coalition inter-régionale.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM rappelle que l'objet de la négociation est plutôt simple. Il s'agit d'obtenir la rémunération de tous les stages et elle voit difficilement comment ce pourrait être compliqué pour le comité de négociation.

Adam de l'AFESH-UQAM rappelle que dans les faits c'est bien ce qu'on va demander, mais que le gouvernement va faire une contre-proposition et que ce sera aux groupes de décider la poursuite ou non de la grève.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM se demande sur quels aspects le gouvernement peut modifier nos demandes.

Valérie du CUTE UQAM mentionne que l'un des scénarios plausibles est que le gouvernement rémunère seulement certains types de stages.

Adam de l'AFESH-UQAM mentionne que l'un des objectif du gouvernement sera de nous diviser.

Camille du CUTE UQAM ne comprend pas pourquoi les préoccupations énoncées aujourd'hui ne sont pas répondues par un comité de négociation ayant la forme déjà discuté lors de la dernière rencontre, c'est-à-dire avec des délégués des différentes coalitions qui devront eux-mêmes être issus des associations en grève. Elle voit un problème à ce que les exécutifs puissent prendre part à la négociation sans qu'ils prennent part aux discussions.

Adam de l'AFESH-UQAM mentionne qu'il n'était pas question que les exécutifs prennent part aux structures, mais plutôt d'amener une discussion quant à la structure de l'organisation. Il trouve problématique que ce soit seulement les coalitions régionales qui puissent être représentées sur un éventuel comité de négociation parce que là où il n'y a pas de coalitions régionales, ces associations ne seront représentées.

Bruno du CUTE St-Lô rappelle que l'inter-CUTE existe, il propose que des mandats soient données aux comités de travail pour engager la réflexion.

Guillaume de l'AFESH-UQAM propose l'amendement suivant: ajouter après les associations en grève «et des membres des coalitions régionales».

La proposition amendée se lit comme suit: «Que l'on ait une structure de coordination provinciale temporaire des associations en grève et des membres des coalitions régionales, qui pourrait prendre en charge la négociation avec le gouvernement si nécessaire.»

Kaëlla de la SOGÉÉCOM appuie.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM rappelle que la coalition est un comité de travail et qu'il n'y a pas de "membres" officiels. Elle ne comprend pas comment la problématique de "ne pas être représenté" à une coalition régionale puisse survenir puisqu'il est toujours possible de participer aux rencontres d'une coalition.

Etienne du CUTE UQAM s'oppose à l'amendement puisqu'il trouve important que la coordination s'effectue au niveau régional. Il doute que des grèves puissent être déclenchées dans des régions où il n'y a même pas de structures régionales puisque ça part de ces coordinations. Ce sera bien rare et dans le cas où cela se produit on pourra aisément intégrer ces éléments à une structure. Il pense que l'enjeu de la participation ne devrait pas être bien compliqué.

Bruno du CUTE St-Lô amène l'idée d'enlever la notion de coordination et de conserver plutôt l'idée de négociation.

David de l'ADEESE-UQAM considère qu'il est encore trop tôt, il y a encore beaucoup de travail à accomplir avant de penser à une structure nationale.

Bruno du CUTE St-Lô réitère que l'on doit avoir une instance claire auquel le gouvernement pourra se référer.

Guillaume de l'AFESH-UQAM pense que les idées proposées par Étienne vont dans le même sens que sa proposition (amendement). Il est d'accord avec l'idée de formaliser une structure dans laquelle les coalitions régionales auraient 3 votes et les associations aient 1 vote.

Camille du CUTE UQAM mentionne que cela mènerait à un désinvestissement des coalitions régionales en faveur du comité de négociation ce qui n'est pas souhaitable.

Pause de 15 minutes - Reprise à 13h30

Etienne du CUTE UQAM invite à battre l'amendement pour en formuler un autre.

Votes sur l'amendement

Pour: 0

Contre: 6

Battu à majorité

Retour sur la principale: «Que l'on ait une structure de coordination provinciale temporaire des associations en grève, qui pourrait prendre en charge la négociation avec le gouvernement si nécessaire.»

Votes sur la principale

Pour: 0

Contre: 9

Battue à majorité

Etienne du CUTE UQAM pense que la préoccupation était d'inclure la proposition de structure dans le journal de la rentrée ou dans le matériel de diffusion.

«Que l'on mette sur pieds une structure de coordination interrégionale de grève, de paire avec les autres coalitions régionales, composée de délégations égales de chaque coalition régionale, qui pourrait prendre en charge la négociation avec le gouvernement si nécessaire.»

Proposée par Étienne du CUTE UQAM

Benoît du CUTE St-Lô appuie

Étienne du CUTE UQAM explique que cette formulation permet que la décision ne soit pas finale et donne une flexibilité quant au nombre de représentant.es. Cette proposition donne une structure de base pour clarifier les positions et donne une base pour la discussion. Cela évite aussi que l'on puisse inclure des organisations non organisées.

Bruno du CUTE St-Lô ajoute qu'il serait peut-être intéressant de la nommer tout de suite.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM suggère que le nom de «Comité de négociation» suffit peut-être pour l'instant.

Guillaume de l'AFESH-UQAM est d'accord avec la proposition. Il faudrait peut-être appeler une rencontre cet été.

Etienne du CUTE UQAM indique que le calendrier avait pour but de contenir toutes les informations y compris la structuration.

Camille du CUTE UQAM ne voit pas l'utilité que cette instance se rencontre avant qu'il y ait négociations.

Kaëlla de la SOGÉÉCOM est d'accord, elle pensait aussi que cette structure ne servirait qu'en temps de grève, au moment des négociations.

Charles de l'AVEQ est d'accord que nous n'avons peut-être pas assez d'infos à l'heure actuelle pour que cette structure se rencontre.

Etienne du CUTE UQAM pense que Guillaume de l'AFESH-UQAM avait plutôt en tête d'inclure la discussion de cette structure lors des rencontres d'organisation.

Guillaume de l'AFESH-UQAM pense qu'il va falloir structurer davantage, y penser à l'avance pour que nous ayons un fonctionnement clair à proposer.

Adam mentionne que la question doit être clarifiée sinon les débats seront interminables dans les assemblées générales.

Compilation des votes:

Pour: 5

Contre: 1

Abstentions: 5

Adoptée à majorité

4.5. Proposition

Considérant que la campagne pour la rémunération de tous les stages est une campagne visant la rémunération de tout travail;

Considérant que la Coalition a pour but de faire front commun devant l'État, les institutions scolaires et les employeurs;

Considérant qu'il s'agit de la seule façon de lutter efficacement contre l'exploitation des étudiantes stagiaires et contre la dévaluation systématique du travail des femmes;

Considérant que les contraintes financières de l'État ne devraient jamais servir à sacrifier la rémunération d'un stage au profit d'un autre;

Considérant que tous les stages représentent du travail, et, pour ce fait, qu'ils doivent être rémunérés;

Que les membres de la Coalition exigent l'abolition des stages qui ne seront rémunérés par l'État, les milieux de stages ou les institutions scolaires.

Proposée par Camille du CUTE UQAM.

Emmanuelle de l'ADEESE-UQAM appuie.

Camille du CUTE UQAM explique la proposition.

Benoît du CUTE St-Lô rappelle qu'il existe des milieux de stages, en milieux communautaires par exemple, qui ne pourront rémunérer leur stagiaires, ils ne peuvent eux-mêmes offrir la rémunération. La fin de ces stages amèneraient donc la fin des organismes communautaires?

Adam de l'AFESH-UQAM est d'accord avec l'idée que la formation soit assumée par les employeurs, mais il s'interroge sur la pertinence d'adopter ce mandat en coalition plutôt que dans les diverses assemblées générales.

Charles-Antoine de l'ADEESE-UQAM mentionne qu'il existe des stages dans le milieu des loisirs qui sont payés, qu'il est donc possible de payer. Normalement, les stages remplacent des postes qui seraient rémunérés, alors il devrait être possible de trouver du financement.

Étienne du CUTE UQAM mentionne que depuis 5 ans les milieux communautaires pensent faire la grève. Il mentionne aussi que certains milieux comme les soins infirmiers n'ont pas le droit de grève (en raison de l'obligation de desservir les services essentiels). Il mentionne que cela permet de faire pressions sur le gouvernement pour un réinvestissement dans le système public.

Bruno du CUTE St-Lô mentionne que l'élection de la CAQ pourrait préoccuper les organismes communautaires qui n'obtiendront pas nécessairement davantage de financement.

Adam de l'AFESH-UQAM mentionne son expérience de travail gratuit dans le communautaire et il affirme que cela encourage l'état à se désengager. Il mentionne le système d'apprentis comme dans la construction. Il préfère que l'employeur paie la formation.

Camille du CUTE UQAM comprend les inquiétudes, car en effet le travail qui est présentement fait gratuitement est essentiel, mais qu'il ne devrait pas pour autant être gratuit. Elle pense que c'est possible de faire front commun avec les milieux communautaire contre le travail gratuit.

Etienne du CUTE UQAM rappelle que les décisions qui sont prises lors des instances de la coalition ont pour but de ramener les discussions et débats dans nos instances sur le terrain.

Guillaume de l'AFESH-UQAM mentionne la situation des stages non rémunérés en informatique qui sont dorénavant interdits. Il mentionne les mauvaises conditions de beaucoup de stagiaires dans les milieux communautaires.

Adoptée à l'unanimité.

4.6. Proposition

Considérant que l'octroi de prêt étudiant a pour but l'endettement des futur-es travailleurs et travailleuses;

Considérant que l'endettement est un mécanisme de contrôle qui maintient les travailleurs et travailleuses dans une précarité et qui permet leur plus grande exploitation;

Considérant que l'endettement entraîne le nivellation vers le bas des conditions de travail;

Considérant que, malgré la rémunération des stages, les stages demeurent un fardeau financier de par l'obligation de payer des frais de scolarité;

Que les membres de la Coalition demandent la conversion des prêts octroyés par l'Aide Financière aux Études en bourses.

Proposée par Camille du CUTE UQAM

Charles-Antoine de l'ADEESE-UQAM appuie

Camille du CUTE UQAM explique que cette revendication rejoue aussi les personnes qui n'ont pas de stages. Elle explique aussi que l'endettement étudiant demeure une réalité malgré la rémunération des stages.

Adam de l'AFESH-UQAM pense que c'est une bonne idée et qu'il serait pertinent de l'ajouter dans le matériel de mobilisation et que ça permettrait de rejoindre les gens qui n'ont pas de stage.

Bruno du CUTE St-Lô pense que cette revendication aiderait beaucoup la mob au CÉGEP.

Adoptée à l'unanimité.

4.7. Proposition

Qu'un comité ad hoc soit créé pour rédiger, traduire et diffuser un appel mondial à la mobilisation des stagiaires dans le cadre de la mobilisation en marge du G7; Que ce comité soit également en charge de préparer un atelier concernant la campagne dans le cadre du contre-sommet, organisé en marge du G7 à Québec.

Proposée par Étienne du CUTE UQAM.

Charles-Antoine de l'ADEESE-UQAM appuie.

Étienne du CUTE UQAM souhaitait présenter cette proposition afin que quelques personnes se partagent la tâche d'écrire l'appel mondial.

Bruno du CUTE St-Lô pense que l'appellation «mondial» est peut-être problématique, qu'on devrait peut-être remplacer par «international» qui est plus précis alors que la mobilisation des stagiaires ne se fera pas partout.

Etienne du CUTE UQAM mentionne que l'appel est mondial, mais la mobilisation ne le sera pas. Il n'a pas utilisé le mot international parce que cela fait référence aux nations.

Guillaume de l'AFESH-UQAM mentionne qu'il y a des gens qui sont en train de chercher un local de convergence. Les groupes plus réformistes visent seulement une journée de mobilisation (soit le samedi) sans viser la perturbation des journées de jeudi et vendredi.

Etienne du CUTE UQAM mentionne que sa proposition d'organiser une contre-sommet avait été refusée lors d'une rencontre de RRAG7.

Bruno du CUTE St-Lô voit la pertinence de faire quelque chose le vendredi soir. Il est aussi de l'avis que l'idée d'un contre-sommet est plutôt inutile. Le vrai combat se fera le jeudi et le vendredi. Nous devrions être présent.es dans les manifestations.

Kim du CUTE St-Lô demande de préciser ce qui a été refusé lors de l'assemblée générale du RRAG7.

Guillaume de l'AFESH-UQAM mentionne qu'au départ d'autres groupes avaient proposé de faire une forme de contre-sommet, mais cette proposition n'a pas été menée à terme. Il se retrouve maintenant à recoller les pots cassés.

Etienne du CUTE UQAM est d'avis qu'ils auraient pu, au mois de janvier, prendre en charge l'organisation d'une forme de contre-sommet, mais qu'il est maintenant trop tard. Cela dit, il ne voit pas vraiment de problème à tenir un atelier dans l'espace de convergence plutôt qu'au contre-sommet déjà organisé.

Guillaume de l'AFESH-UQAM propose l'amendement suivant:

Changer «dans le cadre du contre-sommet» pour «cadre de la convergence anti-G7».

Adam appuie

Adopté à l'unanimité.

Retour sur la principale telle qu'amendée.

Qu'un comité ad hoc soit créé pour rédiger, traduire et diffuser un appel mondial à la mobilisation des stagiaires dans le cadre de la mobilisation en marge du G7;

Que ce comité soit également en charge de préparer un atelier concernant la campagne dans le cadre de la convergence anti-G7, organisé en marge du G7 à Québec.

Proposée par Étienne du CUTE UQAM.

Charles-Antoine de l'ADEESE-UQAM appuie.

Adoptée à l'unanimité.

5.0 Prochaine rencontre

Que l'AFESH-UQAM et l'ADEESE-UQAM prennent en charge la prochaine rencontre. Elle devrait avoir lieu en soirée au début du mois d'août.

*Proposée par Charles-Antoine de l'ADEESE-UQAM.
Benoît du CUTE St-Lô appuie.*

Adoptée à l'unanimité.

Fin de l'assemblée à 14h23.

RÉSUMÉ DES MANDATS

Structure:

- Que l'on mette sur pieds une structure de coordination interrégionale de grève, de paire avec les autres coalitions régionales, composée de délégations égales de chaque coalition régionale, qui pourrait prendre en charge la négociation avec le gouvernement si nécessaire.

Revendications:

- Considérant que la campagne pour la rémunération de tous les stages est une campagne visant la rémunération de tout travail;
Considérant que la Coalition a pour but de faire front commun devant l'État, les institutions scolaires et les employeurs;
Considérant qu'il s'agit de la seule façon de lutter efficacement contre l'exploitation des étudiantes stagiaires et contre la dévaluation systématique du travail des femmes;
Considérant que les contraintes financières de l'État ne devraient jamais servir à sacrifier la rémunération d'un stage au profit d'un autre;
Considérant que tous les stages représentent du travail, et, pour ce fait, qu'ils doivent être rémunérés;
Que les membres de la Coalition exigent l'abolition des stages qui ne seront rémunérés par l'État, les milieux de stages ou les institutions scolaires.
- Considérant que l'octroi de prêt étudiant a pour but l'endettement des futur-es travailleurs et travailleuses;
Considérant que l'endettement est un mécanisme de contrôle qui maintient les travailleurs et travailleuses dans une précarité et qui permet leur plus grande exploitation;
Considérant que l'endettement entraîne le nivelingement vers le bas des conditions de travail;
Considérant que, malgré la rémunération des stages, les stages demeurent un fardeau financier de par l'obligation de payer des frais de scolarité;
Que les membres de la Coalition demandent la conversion des prêts octroyés par l'Aide Financière aux Études en bourses.

Mobilisation/Comités de travail:

- Que l'AFESH coordonne la création d'un comité qui travaillera sur un premier journal sous le thème de la rémunération des stages et de la grève générale illimité.
- Qu'un comité ad hoc soit créé pour rédiger, traduire et diffuser un appel mondial à la mobilisation des stagiaires dans le cadre de la mobilisation en marge du G7;
Que ce comité soit également en charge de préparer un atelier concernant la campagne dans le cadre de la convergence anti-G7, organisé en marge du G7 à Québec.

- Que quelques journées de formations et concertation entre les militant-es des différentes régions soient organisées au courant de l'été 2018 notamment en vue de préparer un calendrier de campagne pour l'année scolaire 2018-2019, en priorisant la rentrée collégiale.

Prochaine rencontre

- Que l'AFESH-UQAM et l'ADEESE-UQAM prennent en charge la prochaine rencontre. Elle devrait avoir lieu en soirée au début du mois d'août.